

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 23/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHEVALIER

CRT n 2
Rue des Famards B.P. 317
59810 Lesquin

Références : 06072023_CHEVALIER_LESQUIN_APMD
Code AIOT : 0028400002

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement CHEVALIER implanté CRT n°2 Rue des Famards B.P. 317 59275 Lesquin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par arrêté préfectoral du 21/10/2022, la société CHEVALIER a été mise en demeure de justifier l'atteinte du débit d'eau requis pour la défense contre l'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEVALIER
- CRT n°2 Rue des Famards B.P. 317 59275 Lesquin
- Code AIOT : 0028400002
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHEVALIER est implantée sur le CRT n° 2 de LESQUIN sur un terrain de 28 000 m².
Le bâtiment est constitué de 2 entrepôts contigus qui représentent une surface de 11 700 m² pour un volume de 72 000 m³.

Les produits stockés sont essentiellement des revêtements de sol, des revêtements de murs, de parquets, de tapis de sol, de papiers peints et de peintures. La société CHEVALIER est une installation classée pour la protection de l'environnement (I.C.P.E) autorisée à exploiter, par arrêté préfectoral du 13 août 2007, un entrepôt soumis au régime de l'autorisation pour la rubrique n°1510 (entrepôt couvert) et à déclaration pour la rubrique n°1432 (stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables) de la nomenclature des ICPE.

Un arrêté préfectoral imposant des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation a été signé le 05 juin 2014 et concerne la mise à jour des rubriques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques accidentels (Lutte contre l'incendie, conformité des installations électriques, prévention des effets thermiques sur des tiers, rétention des eaux polluées)
- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Récolement d'arrêté préfectoral de mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 21/10/2022, article 1	/	Consignation	NC
3	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 13/08/2007, article 7.7.7.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/08/2007, article 7.3.3.	/	Sans objet
4	Situation et conformité aux seuils réglementaires	AP Complémentaire du 05/06/2014, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées de la DREAL a procédé à une visite sur site le 6 juillet 2023 dans le cadre du récolement d'une mise en demeure, du contrôle des installations électriques, de la prévention des effets thermiques sur des tiers, le classement dans les rubriques de la nomenclature concernant les liquides inflammables et du confinement des eaux susceptible d'être polluées.

Des points de non-conformités ont été constatés : besoins en eaux de lutte incendie, réalisation de l'étude FLUMILOG et rétention des eaux polluées. Les besoins en eau incendie font déjà l'objet d'une mise en demeure par l'arrêté préfectoral du 21/10/2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement d'arrêté préfectoral de mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société CHEVALIER exploitant un entrepôt de stockage, sise CRT2, rue des Famards sur la commune de Lesquin est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.7.4. de l'arrêté préfectoral délivré le 13 août 2007 dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté qui dispose : "...Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. Le débit d'eau requis pour le site est de 380 m3/h pendant deux heures. Si ce débit n'est pas atteint sur deux poteaux incendie publics et deux poteaux incendie privés, de façon simultanée, une réserve d'eau artificielle doit être aménagée..."
Constats : Lors de la visite, l'inspection a indiqué à l'exploitant avoir relevé que la mesure du débit en simultanée des 4 poteaux incendie privés ne figurent pas dans le rapport de mesures de SIMIE du 24/03/2022. L'inspection a donc demandé à l'exploitant de réaliser une nouvelle mesure rapidement. Une nouvelle mesure a été réalisée le 24/07/2023. Cependant, il apparaît que le rapport de mesure n'indique toujours pas une mesure en simultanée des 4 poteaux incendie privés. En effet, seules figurent : <ul style="list-style-type: none">- les mesures unitaires de PI- les mesures simultanées des 2 couples de poteaux : couple (1,2) et couple (3,4). La justification de l'atteinte du débit réglementaire n'est pas donnée. La prescription n'est pas respectée.
Observations : post inspection, l'exploitant a actualisé le calcul des besoins en eau pour la défense contre l'incendie selon le guide D9. La prise en compte du flocage de l'ossature du bâtiment modifie le débit, celui-ci est de 345 m3/h. Sans une mesure des débits en simultanée, l'inspection considère que les poteaux privés délivrent 60 m3/h, soit de manière certaine le débit d'un poteau. Il manque donc 285 m3/h soit un volume de 570 m3 pour 2 h.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation
Proposition de délais : non concerné

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2007, article 7.3.3.
Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'exploitant a présenté un compte-rendu de vérification périodique Q18 (installations électriques) daté du 26/05/2022 et délivré par SOCOTEC EQUIPEMENTS. Le compte-rendu indique que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion. L'organisme SOCOTEC a émis 4 observations (rapport de vérifications n°25200/22/8987) : <ul style="list-style-type: none">- poste EDF local extérieur : présence de poussières en quantité excessive.- entrepôt expédition : coffret de droite : Obturateurs ou plastrons déposés.- poste de transformation : absence de verrine.- Eclairage de sécurité du local absent ou incomplet. <p>L'exploitant indique que des modifications de l'éclairage sont en cours (mis en place d'un éclairage led) et que des opérations d'entretien courant sont prévues.</p> <p>SOCOTEC a également procédé à une thermographie infrarouge des prises de courant, matériels divers et des armoires électriques (rapport de vérifications n°25200/22/9043 et 9042) : aucun échauffement significatif d'anomalie n'a été décelé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévenir les effets thermiques sur les tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
Constats : L'étude prescrite n'est pas réalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/06/2014, article 2																	
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif – conformité seuil rubrique 43XX																	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																	
<p>Prescription contrôlée : 1432.2.B Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) : 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m3 mais inférieure ou égale à 100 m3.</p> <p>Le site CHEVALIER stocke, les produits inflammables pour les quantités maximales suivantes : – Des produits extrêmement inflammables de point éclair (PE) inférieur à 0°C tels que de l'acétone ou certaines peintures : le volume maximal est de 1 m3 soit 0,989 t ; – Des produits inflammables de 1ère catégorie (PE < 55°C) tels que solvants, peinture glycéro : le volume maximal est de 40 m3, soit 40,578 t ; – Des produits inflammables de 2ème catégorie (55°C < PE < 100°C) tels que peinture glycéro, colles : le volume maximal est de 7 m3, soit 5 t. La capacité équivalente totale est de : $C_{eq} = (10 \times 1 + 40 + 7/5) = 51,4 \text{ m3}$.</p> <p>Classement DC</p>																	
Constats : L'exploitant a fourni un état du stock de la quantité de liquides inflammables :																	
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Désignation de la rubrique</th><th>Rubrique</th><th>Quantité (T)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Inflammables catégorie 1</td><td>4330</td><td>0</td></tr> <tr> <td>Inflammables catégorie 2 et 3</td><td>4331</td><td>6.1</td></tr> <tr> <td>Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1</td><td>4510</td><td>0</td></tr> <tr> <td>Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie chronique 2</td><td>4511</td><td>0.15</td></tr> </tbody> </table>			Désignation de la rubrique	Rubrique	Quantité (T)	Inflammables catégorie 1	4330	0	Inflammables catégorie 2 et 3	4331	6.1	Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	4510	0	Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie chronique 2	4511	0.15
Désignation de la rubrique	Rubrique	Quantité (T)															
Inflammables catégorie 1	4330	0															
Inflammables catégorie 2 et 3	4331	6.1															
Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	4510	0															
Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie chronique 2	4511	0.15															
<p>L'établissement est concerné par les rubriques 4331 et 4511 mais non classé. L'établissement n'est pas concerné par les rubriques 4330 et 4510.</p>																	
Observations : Les rubriques de classement ICPE feront ultérieurement l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire afin d'être modifiées.																	
Type de suites proposées : Sans suite																	
Proposition de suites : Sans objet																	

N° 5 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2007, article 7.7.7.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement ou à un système présentant des garanties équivalentes, étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 760 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.9 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.
Constats : L'exploitant a fourni un extrait de son étude de danger qui indique que : - le volume à récupérer est de 760 m3, - ce volume est retenu dans le bâtiment par la mise en place de batardeau. L'inspection a constaté l'absence de dispositif de batardeau. L'exploitant a indiqué également que les eaux polluées lors d'un accident seraient retenues au niveau des quais dont une partie de la voie d'accès a été rehaussée par des "dos d'ânes". L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier par un relevé topographique l'atteinte du volume prescrit. La prescription est non-respectée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois